

LA LETTRE

DE LA

COOPERATION DECENTRALISEE



Février 2011

SOMMAIRE

Editorial	2
Afrique	3
Amérique latine et Caraïbes	5
Asie	8
Europe	11
Méditerranée	13
Jeunesse	22
Tourisme responsable	23
Eau	24
Institutions européennes	25
CGLU	27
Etudes	28
Actualités	29
Agenda	30
Publications	32

Le Sahel, berceau de la coopération décentralisée...

Les événements au Sahel concernent au premier chef la coopération décentralisée. Quelques centaines de coopérations datant parfois de plusieurs décennies se sont développées au Niger, au Mali, au Burkina Faso, en Mauritanie ou dans les pays voisins. Cités Unies France suit donc de très près la situation en liaison avec les ambassades et le Centre de crise du Quai d'Orsay.

La situation n'est pas anodine. Depuis fin 2007, neuf Français ont été enlevés en Mauritanie, au Mali et au Niger ; trois sont morts. Les autres ont fait ou font l'objet de négociations extrêmement difficiles avec des groupes qui surenchérisent au fil des jours.

Le gouvernement français dépense du fait du terrorisme des millions d'euros en renseignements, logistique militaire, et en négociations. Il est donc naturel qu'il prône le principe de précaution renforcée. Face à cela, les groupes terroristes d'AQMI se retrouvent à la tête d'un trésor de guerre, ce qui leur donne un pouvoir de corruption impressionnant.

Le Sahel, terre bénie des coopérants, des ONG et berceau de la coopération décentralisée est en train de basculer dans le rouge du Centre de crise. Ceci est d'autant plus paradoxal que les populations locales refusent cette situation artificiellement importée, notamment d'Algérie.

Nous le savons aujourd'hui, l'ancienneté des liens ne garantit pas la sécurité.

Que faire ? Quels conseils à donner ? Comment CUF peut aider ses adhérents ?

Nous répondons tout d'abord en en parlant. Nous avons déjà organisé une séance de réflexion géopolitique avec Jean-Christophe Rufin, ancien ambassadeur à Dakar. Nous en ferons d'autres avec des spécialistes reconnus.

Par ailleurs, nous avons mis en place un cycle de sensibilisation pour les collectivités avec un organisme qui travaille avec des entreprises françaises et des grandes ONG. Nous envisageons de poursuivre ce cycle à Paris et vraisemblablement, à la demande, en régions.

Ceci permet de réfléchir à nos pratiques, de mettre en place des mesures élémentaires de sécurité et de nous tenir à l'écoute de l'actualité. Nous envisageons d'éditer un petit vade-mecum en matière de sécurité voire de faire circuler des fiches-pays faisant régulièrement le point sur les questions sécuritaires.

Plus globalement, cette situation aura certainement des répercussions sur l'avenir de la coopération décentralisée. Une première position sera sans doute la prise de conscience des risques et des responsabilités : quelle utilité pour quelles missions ? Quelle nécessité pour tel ou tel déplacement d'élus, d'agents territoriaux, de personnels de santé, de lycéens ou d'associations, etc ... ?

A terme cela entraînera une réflexion approfondie sur ce qui est utile et sur ce qui ne l'est pas dans la coopération décentralisée. Techniquement, les réunions dans les capitales doivent être privilégiées, par rapport aux visites de terrain qui seront réduites au strict nécessaire. Lorsque cela sera possible, le recours aux systèmes de téléconférences devrait se développer. La venue en France des partenaires étrangers sera de plus en plus nécessaire. Cela doit passer par un assouplissement des visas pour les élus du Sud. Nous savons que le MAEE a été dépossédé du sujet au profit du ministère de l'Intérieur qui obéit plus à des considérations de politique intérieure que diplomatiques. Cités Unies France tentera de sensibiliser les ministères à cette nouvelle donne.

Il ne faudrait pas, qu'à la fin de l'histoire, la coopération décentralisée délaisse l'Afrique subsaharienne au seul profit des pays riches et émergents. Cette crainte ne paraît pas infondée, comme le montre la question écrite d'une cinquantaine de parlementaires (question publiée au JO le 26/10/2010).

Nous faisons confiance aux capacités d'adaptation dont a déjà su faire preuve la coopération décentralisée et nous ferons tout pour aider les collectivités engagées au Sahel.

Bertrand Gallet
Directeur général

MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Alain Huard, vice-président du conseil général de l'Eure

Séminaire : « Volontariat et coopération décentralisée »

Pour la troisième année consécutive, France Volontaires a organisé un séminaire de réflexion et d'échanges de pratiques sur la mobilisation des volontaires dans le cadre des coopérations décentralisées. Durant trois jours, en présence du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation malgache et de l'Ambassade de France, volontaires et collectivités territoriales ont échangé sur ce thème à l'Hôtel de la Résidence, à Antananarivo.

Plusieurs sujets ont été abordés : l'appui institutionnel, illustré par l'exemple de la cellule d'appui technique mise en place dans le cadre de la coopération entre la Région Itasy et la Région Aquitaine, la question de la place des cellules d'appui aux communes, illustrée par la coopération entre la Région Androy et le Conseil général du Finistère, ou encore celle de l'implication de la société civile qui intéresse particulièrement la coopération entre la Région Atsinana et la Région Basse Normandie.

Contacts :

- Béatrice Christiny, représentante nationale de France Volontaires à Madagascar

Courriel : beatrice.christiny@france-volontaires.org

- Pierre Daniel, responsable des partenariats avec les collectivités territoriales

Courriel : pierre.daniel@france-volontaires.org

Site Internet : www.france-volontaires.org

France Volontaires et la sécurité des volontaires

La « sécurité en mission » est une action stratégique prioritaire définie dans le contrat d'objectifs et de moyens 2010-2012 contractualisé entre France Volontaires et le ministère des Affaires étrangères et européennes. Il est demandé à France Volontaires de développer une fonction d'appui et de services auprès de différents acteurs des volontariats afin d'améliorer la qualité et l'efficacité de la prise en compte des situations d'insécurité et de crise, qu'elles soient collectives ou individuelles. Carole Eckert, chargée de mission « sécurité et gestion de crises », basée au siège de France Volontaires, est en fonction depuis juillet 2010. A ce titre, elle vient d'effectuer une mission au Mali et au Niger au regard de la situation sécuritaire qui prévaut dans le Sahel.

Les représentants nationaux de France Volontaires basés dans les pays d'accueil de volontaires peuvent également être des points d'appui en matière de sécurité, dès lors que votre collectivité contribue à un engagement volontaire à l'international (chantier de jeunes, VSI, volontariat senior, congé de solidarité...) :

- **BURKINA FASO** : Eugène Somé – eugene.some@france-volontaires.org – Tél. : 226 76 65 47 07
- **MALI** : Zoumana Dembéle – zoumana.dembele@france-volontaires.org – Tél. : +223 76 40 62 25
- **MAURITANIE** : Daro N'Daye – daro.ndaye@france-volontaires.org – Tél. : +222 46 41 69 40
- **NIGER** : Djibrilla Béni – djibrilla.beni@france-volontaires.org – Tél. : +227 96 88 38 17
- **SENEGAL** : Mamadou Ndour Camara – mamadou-ndour.camara@france-volontaires.org – Tél. : + 221 33 824 53 10
- Carole Eckert – carole.eckert@france-volontaires.org – Tél 01 53 14 20 55

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Bénin, Madagascar, Mauritanie)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Constance Koukoui, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Niger, Togo)

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Sénégal, programmes concertés)

Courriel : s.derekeneire@cites-unies-france.org

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes

Programme URB-AL III - Séminaire d'avancement du Projet IDEAL : L'intercommunalité - un outil efficace pour la cohésion sociale et territoriale en Amérique latine

Dans le cadre du programme URB-AL III, dont l'objectif est de développer des réseaux de coopération décentralisée entre collectivités locales d'Europe et d'Amérique Latine sur des thèmes de développement local, s'est tenu à San Antonio Huista (Guatemala), du 22 novembre au 27 novembre 2010, un séminaire d'échange sur les expériences de création d'une intercommunalité.

Piloté par l'Etat du Michoacan (Mexique), le projet IDEAL rassemble diverses collectivités d'Argentine, du Nicaragua, de Bolivie, du Guatemala, d'Espagne et de France. L'originalité du projet tient en premier lieu à la diversité des acteurs impliqués, dont les réalités économiques, politiques, sociales et territoriales sont ô combien différentes.

Le séminaire de San Antonio Huista, point d'avancement d'un projet qui a vu le jour en 2009, a permis aux collectivités participantes, de réaffirmer qu'il n'existe pas de recette miracle, reproductible d'un pays à l'autre, pour créer une intercommunalité solide financièrement, stable politiquement et efficace socialement. Chacune, à son échelle, invente et réinvente ce qui paraît être en Amérique Latine, une forme encore trop innovante de gouvernance territoriale.

Les défis des collectivités participantes au projet sont nombreux, ne serait-ce que parce que les niveaux de décentralisation sont très inégaux et que la création d'une intercommunalité ne correspond pas forcément à l'agenda politique local ou national du pays dans lequel le projet se développe.

Diverses questions ont été peu ou prou traitées :

- Comment obtenir le consentement des communes pour faire partie de l'intercommunalité ?
Sur quels thèmes de coopération va t-on fonder l'intercommunalité ?
- Comment composer avec les changements de majorités politiques ?
- Quelle est la place des acteurs de la société civile dans la création d'une intercommunalité ?
- Comment concilier l'exigence technique qu'impose la participation à un projet européen et la capacité de gestion d'un partenaire moins averti ?
- Quel est le bon niveau d'information entre partenaires pour qu'il y ait réellement diffusion de bonnes pratiques ?
- Quelle vision de cohésion sociale privilégier ? Celle portée par l'Union européenne ? Celle portée par les élus locaux ? Celle portée par la société civile ?
- Sur quelles bases créer son propre modèle d'intercommunalité ?

Cités Unies France, est associé à ce projet et a participé au séminaire et a apporté son regard de tête de réseau, pour avancer, rien de mieux que d'aller voir ce que fait son voisin.

Pour conclure, les participants au séminaire sont partis plus assurés dans leur démarche, certes, l'intercommunalité est un outil efficace de cohésion sociale et territoriale, mais il n'a de sens que s'il est mis au service de la création d'une société plus juste, plus solidaire, plus respectueuse de l'environnement et des hommes.

Pour poursuivre l'échange, rendez-vous est pris à l'été 2011, à Tarbes, cette fois-ci sous l'égide du conseil général des Hautes Pyrénées. Le conseil général s'est engagé dans ce projet afin de renforcer la capacité de gestion des collectivités locales partenaires par l'apport d'une vision française d'intercommunalité.

(Propos recueillis par Fabiola Rivas)

La réunion du groupe-pays Haïti, le 20 janvier 2011

Le groupe-pays Haïti, présidé par Christian Dupuy, maire de Suresnes, élargi aux donateurs, s'est réuni le 20 janvier dernier.

Les projets avancent dans leur préparation et dans la création de toutes les conditions de leur mise en œuvre, ceci n'étant pas une mince affaire dans les conditions actuelles. Le bon dosage entre les actions elles-mêmes, les constructions d'écoles, en particulier, et les investissements nécessaires dans l'appui à la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre est délicat.

Félicia Medina, chargée de mission de CUF, sera en Haïti, du 7 au 20 février 2011.

De très nombreuses collectivités territoriales nous ont fait confiance, leurs dons s'élevant à 630 000 euros. La Fondation de France a donné une réponse favorable à notre demande de subvention et ajoutera 1,50 euro pour chaque euro collecté.

Le compte-rendu de la réunion et les résultats de la mission seront disponibles prochainement.

CUBA

Coopération Lamentin - Santiago de Cuba

Afin de célébrer les 14 ans du jumelage de la ville du Lamentin avec Santiago de Cuba, un conseil municipal extraordinaire a eu lieu le 16 décembre 2010.

Lors du conseil, Pierre Samot, maire du Lamentin, et Juan Estrella Randich Reyes, secrétaire de l'Assemblée municipale du Pouvoir Populaire de Santiago de Cuba, ont signé une nouvelle convention pour une durée de trois ans sur les thématiques suivantes : culture, biodiversité, insertion et mobilité dans le secteur de la préservation du patrimoine.

MEXIQUE

Coopération décentralisée entre la Communauté urbaine de Bordeaux et le Mexique

Depuis plusieurs années, la Communauté urbaine de Bordeaux a établi des relations avec le Mexique et plus particulièrement avec la Zone Métropolitaine de León, Etat du Guanajuato et la ville de Guadalajara, Etat de Jalisco. Ces relations entrent aujourd'hui dans une phase plus soutenue.

Une coopération est identifiée avec la zone métropolitaine

La Zone Métropolitaine de León compte près de 1,5 millions d'habitants et est constituée des villes de León, Silao, San Francisco des Rincon et Purisima des Rincon. A ces 4 villes il convient d'ajouter la capitale administrative et universitaire de l'Etat : Guanajuato.

Les pistes de collaboration identifiées portent sur l'intégration et la stratégie métropolitaine, la gouvernance des grands projets et leur ingénierie financière. Les échanges d'expériences sur le projet de tram-train étudié par la Cub intéresse tout particulièrement la Zone Métropolitaine. La signature d'un accord est envisagée pour le mois de juin 2010 avec la venue d'une délégation de León à Bordeaux.

A cela il faut ajouter le grand intérêt du maire de León pour une collaboration avec l'atelier d'architecture et de culture : Arc en Rêve sur le projet de transformation de la prison en musée municipal.

Des premiers contacts ont également été établis avec la ville de Guadalajara dans l'Etat de Jalisco.

La ville centre de Guadalajara est située dans une zone métropolitaine de plus de 5 millions d'habitants. Guadalajara possède une forte identité culturelle et grande richesse patrimoniale et historique.

Des échanges avec la Communauté urbaine sont envisagés sur les thématiques du marketing et de l'identité des territoires, sur la mobilité et les déplacements ainsi que sur la maîtrise de l'étalement urbain et la densification. Le maire de la deuxième ville du Mexique pourrait ainsi se rendre prochainement à Bordeaux.

L'Alliance française, quant à elle, se dit prête à organiser à Guadalajara, un séminaire autour du thème : « mobilité, densification et changement climatique ».

La Communauté urbaine recherche dans la réciprocité de ces échanges d'expériences, à enrichir ses points de vue sur des sujets stratégiques, tout autant que sur des projets concrets.

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission (pôle Amérique latine et Caraïbes)
Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Mexique)
Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

INDE

Président du groupe-pays : Claudy Lebreton, président du conseil général des Côtes d'Armor

Deuxième réunion du groupe-pays Inde, le 16 février 2011

La deuxième réunion du groupe-pays Inde aura lieu le mercredi 16 février 2011, de 13h45 à 16h30, au siège de l'Assemblée des Départements de France, 6, rue Duguay-Trouin - 75006 Paris.

Plusieurs aspects, définis lors de la première réunion, seront abordés :

- mieux connaître et appréhender la culture de gouvernance en Inde, avec la participation d'un spécialiste en la matière, Stéphanie Tawa Lama-Rewal, chargée de recherche, Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CNRS - École des Hautes Études en Sciences Sociales) ;
- partager les acquis des uns et des autres de ces derniers six mois ;
- faire le point avec le ministère des Affaires étrangères et européennes sur le cadre de la coopération décentralisée franco-indienne ;
- définir l'agenda de notre groupe-pays pour 2011 et des événements qui pourront nous intéresser.

Pour plus d'informations, merci de consulter le site Internet :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1176>

JAPON

Troisièmes Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée : Assemblée générale des collectivités territoriales françaises, 17 février 2011, à l'Assemblée Nationale

Les Troisièmes Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée seront organisées à Chartres, du 27 au 31 août 2012 (date à confirmer), sous l'égide du ministère des Affaires étrangères et européennes. Cités Unies France s'associe à l'organisation de cet événement et invite chaleureusement les collectivités territoriales à y participer.

L'objet en sera d'étendre la coopération décentralisée entre la France et le Japon à de nouvelles collectivités, mais également d'approfondir les relations déjà existantes.

L'assemblée générale des collectivités territoriales françaises engagées dans la coopération décentralisée avec le Japon, aura lieu le jeudi 17 février 2011, à 15 heures, à l'Assemblée Nationale - Entrée : 126, rue de l'Université - 75007 Paris - Salle 6241 (au 2^{ème} sous-sol du Palais Bourbon).

L'inscription est obligatoire. Les participants sont priés de se munir d'une pièce d'identité.

Pour plus d'informations et pour vous inscrire, merci de consulter notre site Internet :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1179>

VIETNAM

Président du groupe-pays : Kader Arif, conseiller municipal, Toulouse

Actes des 8^{èmes} assises

La ville d'Haiphong travaille sur les actes des 8^{èmes} assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne qui devraient être disponible fin février.

Dossier pays Vietnam

Le Dossier pays Vietnam mis à jour, présentant le Vietnam et la coopération décentralisée franco-vietnamienne, sera bientôt disponible. Nous remercions l'ensemble des collectivités et associations pour leur contribution à la rédaction de ce document.

Création de la cellule de coopération francophone de l'Académie des Sciences Sociales du Vietnam, le 24 décembre 2010

L'Académie des Sciences Sociales du Vietnam (ASSV) étudie les sciences sociales, fournit des rapports scientifiques pour l'élaboration des stratégies et des politiques pour le développement du pays, organise et assure les formations des ressources humaines.

Une cellule de coopération francophone a été créée au sein de l'ASSV. Cette nouvelle structure est responsable de l'Université d'été régionale « Les Journées de Tam Dao », du développement des relations de coopération Sud-Sud, de l'établissement et du développement des relations avec les instituts de recherche africains en sciences sociales.

PAKISTAN

67 000 euros pour le Pakistan

Un fonds de solidarité des collectivités locales pour le Pakistan a été ouvert par Cités Unies France fin août 2010. A ce jour le montant du fonds s'élève à environ 67 000 euros.

De façon générale, les collectivités territoriales françaises ont été nombreuses à répondre à l'appel à solidarité lancé en France l'été dernier et beaucoup d'entre elles ont financé des projets et soutenu des appels provenant des associations urgentistes et de solidarité.



Jusqu'à présent les collectivités locales ayant décidé d'abonder le fonds sont : Angers ; Arc les Gray ; Aulnay-sous-Bois ; Bergues ; Caen banlieue-est ; Chilly-Mazarin ; Crolles ; Dammartin en Goële ; Lamballe ; Maxéville ; Mey ; Othis ; Plouigneau ; Rennes Métropole ; Romainville ; Savenay ; Villepinte. D'autres collectivités territoriales ont exprimé leur souhait de participer à cette opération.

Cités Unies France prévoit d'organiser début 2011 une réunion pour évoquer la situation humanitaire au Pakistan et décider de l'utilisation du fonds autour des champs de compétences des collectivités territoriales.

Vous pouvez télécharger une courte analyse contextuelle de la situation au Pakistan aujourd'hui ainsi que des besoins prioritaires pour la reconstruction du pays, notamment, agricole alimentaire.

Un courrier d'invitation sera envoyé aux collectivités locales une fois la date fixée.



(Photo : copyright ACTED - Tomas Van Houtryve)

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Pakistan, Arménie)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Chine, Inde)

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS BALKANS



Le Courrier des Balkans
Le portail francophone des Balkans

LA REVUE DE PRESSE DU COURRIER DES BALKANS

<http://balkans.courriers.info>

Fraudes massives et crise politique au Kosovo

Les électeurs ont été convoqués aux urnes, dimanche 9 janvier 2011, dans cinq communes du Kosovo, après les fraudes massives des législatives du 12 décembre. A Skenderaj/Srbica et Gllgovcë/Glogovac, la participation s'est établie autour de 60% contre 95% il y a un mois. Des irrégularités ont toutefois été à nouveau constatées. Le PDK de Hashim Thaçi arrive toujours largement en tête, mais pourrait perdre 20 000 voix, soit 2% à 3%. Les électeurs de Mitrovica ont également revoté le 23 janvier dernier.

Ces fraudes remettent en cause l'ensemble du processus démocratique au Kosovo. Entretien avec le chef de la mission du Réseau européen des organisations de surveillance des élections au Kosovo (ENEMO), le Monténégrin Zlatko Vujovic.

L'opposition manifeste à Tirana : sanglant épilogue d'une longue crise politique

L'opposition socialiste avait appelé à une manifestation le 21 janvier 2011 dans les rues de Tirana, après la démission du vice-Premier ministre, Ilir Meta, impliqué dans un nouveau scandale de corruption. La police a ouvert le feu à balles réelles sur les manifestants, dès qu'ils ont essayé de s'approcher du siège du gouvernement. En fin d'après-midi, le bilan était de trois morts et de dizaines de blessés, dont 17 policiers et militaires...

Le vice-Premier ministre, Ilir Meta, a démissionné le 14 janvier 2011, après la diffusion sur la télévision Top Channel d'une vidéo le montrant en train de négocier des commissions illégales. Ce document a été filmé par l'ancien ministre de l'économie, Dritan Prifti, lui-même limogé en septembre dernier. Le gouvernement Berisha est directement menacé, mais la démocratie peut-elle reposer sur des écoutes secrètes et des enregistrements en caméra cachée ?

Lire : Albanie : Etat de droit, caméra cachée et video games :

<http://balkans.courriers.info/article16692.html>

Politique et corruption au Monténégro : après Milo, Milo ?

Milo Djukanovic a démissionné le 21 septembre 2010 de ses fonctions de Premier ministre. Son dauphin, Igor Luksic, lui a succédé. Trois jours plus tard, une vaste opération de police s'attaquait aux affaires de corruption de la mairie de Budva, éclaboussant Svetozar Marovic, qui a lui aussi quitté le gouvernement. Et si cette double démission était une condition de l'Union européenne pour la poursuite de l'intégration du Monténégro ?

La police monténégrine a lancé une spectaculaire opération le 24 décembre, se soldant par l'arrestation du frère de Svetozar Marovic. Le clan Marovic est englué jusqu'au cou dans la construction frauduleuse du complexe touristique de Zavala. De l'autre côté de la baie de Budva, l'hôtel « Avala » viole tout autant la loi... Seule différence : il appartient à des membres du clan Djukanovic. Que se passe-t-il à Budva ? Une opération de justice ou des règlements de compte entre factions rivales du DPS ?

La Serbie en route vers la bipolarisation ?

D'ici les prochaines législatives, prévues en 2012, les règles du jeu électoral pourraient être modifiées. Le Parti démocrate (DS) souhaite introduire un système majoritaire, qui serait une prime aux grands partis. Ce système assurerait au DS de rester au pouvoir, mais il favoriserait également le Parti progressiste serbe (SNS, droite nationaliste). Le retour aux années 1990 et au pouvoir absolu d'un seul camp, est-il en marche ?

Le Courrier des Balkans : tous les jours, l'essentiel de l'actualité des pays d'Europe du Sud-Est - Possibilité d'abonnements multipostes pour les collectivités locales et territoriales
- Contact : balkans@courriers.info.

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Europe du Sud-Est)
Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

TUNISIE

COMMUNIQUÉ

L'association Cités Unies France, fédération des collectivités territoriales françaises engagées dans la coopération internationale, salue la révolution citoyenne conduite par le peuple tunisien. Elle est solidaire de son exigence de démocratie et de justice sociale.

En dépit des entraves que faisaient peser sur les partenariats le contrôle de plus en plus étroit du pouvoir central sur l'ensemble de la société tunisienne, les collectivités territoriales françaises, qui avaient noué, souvent de longue date, des coopérations avec les collectivités tunisiennes se sont efforcé de les poursuivre en faveur du dialogue des cultures et du développement local.

La nouvelle étape qui s'ouvre en Tunisie, avec la perspective de l'établissement d'une véritable démocratie, permet d'imaginer un avenir enfin favorable au renforcement et à l'extension des relations d'amitié et à l'engagement de nouvelles actions de coopération décentralisée.

Les collectivités françaises adhérentes à Cités Unies France seront naturellement à l'écoute des représentants que se donneront le peuple et les collectivités tunisiennes pour apporter, dans la mesure de leurs compétences, leur soutien au développement démocratique et aux projets de la Tunisie nouvelle.

Le groupe-pays Tunisie, qui regroupe les collectivités territoriales françaises engagées en Tunisie, se réunira le 1^{er} mars 2011 afin de revenir sur les récents événements et développer de nouvelles pistes de travail.

Henri Bertholet,
Président du groupe-pays Tunisie
Maire de Romans sur Isère

Charles Josselin,
Président de Cités Unies France
Membre honoraire du Parlement
Ancien Ministre

ALGÉRIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, délégué du maire de Gières aux coopérations méditerranéennes

PCPA-Programme Concerté Pluri-Acteurs Algérie (Joussour) : Documentaire « Autrement citoyens, des associations en mouvement », produit par le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI)

Offrir un nouveau regard sur le monde : c'est l'objectif que poursuit le Comité Français

pour la Solidarité Internationale (CFSI) en soutenant la production et la diffusion de documentaires qui mettent en lumière des histoires méconnues de héros ordinaires.

Le documentaire de Habiba Djahnine « Autrement citoyens, des associations en mouvement » donne la parole à des associations algériennes d'horizons divers qui évoluent au sein du programme Joussour. Ce film de 52 minutes, réalisé en 2009, a été produit par le CFSI et Polygone Etoilé dans le cadre du PCPA (Programme Concerté Pluri-Acteurs).

Pour découvrir le synopsis et la bande-annonce du film :

<http://www.cfsi.asso.fr/netkali/CFSI.aspx?IdItem=32&IdDoc=331>

« **Des associations en mouvement** » est disponible en DVD en version française. Il devrait être prochainement disponible en version arabe.

Le film est également visible dans sa version intégrale sur le site de Joussour à l'adresse suivante : <http://www.pcpalgerie.org/?Autrement-citoyens-des>.

Pour plus d'informations :

CFSI - Comité Français pour la Solidarité Internationale

Tél. : 01 44 83 88 50

Site Internet : www.cfsi.asso.fr

MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca Serra, adjoint au maire de Marseille

Réunion du groupe-pays Maroc : la décentralisation au cœur des débats

Plus de 50 participants ont participé à la réunion du groupe-pays Maroc du 19 janvier dernier. L'ordre du jour, très dense, a permis d'évoquer les actualités brûlantes du Maroc en matière d'avancées de la décentralisation et de soutien à la coopération décentralisée maroco-française.

Serge Labordère de l'Ambassade de France à Rabat a ainsi présenté les enjeux, pour les acteurs de la coopération décentralisée des plans de développement locaux : ces outils de planification, résolument participatifs, peuvent être l'objet d'échanges de pratiques entre collectivités territoriales marocaines et française.

Les premières conclusions de la commission sur la régionalisation au Maroc ont également été présentées et confirment la volonté politique du Maroc de s'inscrire dans une dynamique de décentralisation.

Ensuite, Antoine Joly et Anne-Marie Mevel-Reingold de la DAECT ont apporté des précisions sur le futur dispositif conjoint de soutien à la coopération décentralisée.

Enfin, Philippe Jahshan de Solidarité Laïque a présenté les enjeux du programme Concerté Maroc : dans sa phase 3, son assise territoriale sera fortement renforcé et plusieurs collectivités ou territoires marocains partenaires de collectivités françaises bénéficieront d'un soutien

particulier du programme (voir article ci-après).

Le compte-rendu de la réunion sera prochainement disponible sur le site de Cités Unies France.

Assemblée générale du Programme Concerté Maroc 3 (PCM) des 22 et 23 janvier à Rabat : un programme tourné vers les territoires marocains

Dès l'ouverture de l'assemblée générale, les représentants respectifs de la Direction générale des collectivités territoriales (DGCL) du Ministère de l'Intérieur marocain et de l'Entraide nationale ont souligné la contribution que le PCM pouvait apporter aux collectivités territoriales marocaines et appelé à un rapprochement du programme avec la coopération décentralisée maroco-française.

Majdouline Sbaï, vice-présidente de la région Nord-Pas-de-Calais et représentante de Cités Unies France au comité de pilotage du programme, a également souligné l'intérêt de travailler en étroite collaboration avec les collectivités locales pour encourager l'implication citoyenne de la jeunesse.

Soutenu par l'AFD, le programme qui rassemble une centaine d'associations marocaines et françaises, mais aussi les pouvoirs publics marocains et français, a pour objectif de contribuer à une meilleure implication citoyenne, politique, économique et sociale de la jeunesse, par une démarche résolument concertée.

Les trois prochaines années de mise en œuvre du PCM 3 permettront notamment de renforcer des dynamiques locales par la structuration d'espaces d'expression et de délibération pour les jeunes afin d'encourager leur participation à la chose publique locale. Dans le même temps, il soutiendra également un rapprochement avec la DGCL marocaine afin de réfléchir à la mise en place de sessions de formation sur les politiques jeunesse à l'échelle locale.

La présence d'un élu local marocain au comité de pilotage du Programme confirmera l'ancrage local du programme.

Cités Unies France a d'ores et déjà pris attache avec des collectivités françaises engagées au Maroc afin de les tenir informées des dynamiques en cours dans leurs territoires partenaires.

Le programme reste bien sûr ouvert à toutes les collectivités intéressées par la démarche.

LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

« Programme concerté Liban » : les échéances de l'année 2011

Une dizaine de collectivités se sont réunies le 7 janvier dernier à l'occasion de la réunion du groupe-pays Liban. Les participants ont avancé sur la définition et l'organisation des échéances pour l'année 2011.

En effet, dans le cadre du programme concerté, plusieurs temps forts sont d'ores et déjà prévus :

- la visite d'une délégation libanaise à Paris, les 22 et 23 février prochain, afin de débattre de la décentralisation, au Liban et en France
- une rencontre entre le Ministre de l'Intérieur libanais et le Comité des Maires libanais, en avril prochain, à laquelle participeront plusieurs élus libanais
- les assises de la coopération décentralisée libano-françaises, les 11 et 12 juillet 2011, organisées avec l'appui de l'Ambassade de France à Beyrouth. Ces assises seront bien-sûr ouvertes à toute collectivité intéressée par une coopération avec le Liban.

Le relevé de décision de la réunion sera très prochainement disponible sur le site de Cités Unies France.

ACTUALITÉS LIBAN

Crise politique au Liban

Le 12 janvier dernier, la démission des ministres du Hezbollah et de ses alliés pour protester contre le Tribunal spécial pour le Liban chargé de faire la lumière sur l'assassinat, le 14 février 2005, du père de Saad, Rafic Hariri, a provoqué la chute du gouvernement dirigé par Saad Hariri.

Conformément à la Constitution, le Président de la République, Michel Sleimane, a entendu les leaders de toutes les formations politiques.

Plusieurs centaines de partisans d'Hariri ont brûlé des pneus et bloqué des routes à travers le pays mardi 25 janvier pour dénoncer ce qu'ils perçoivent comme une victoire du mouvement chiite soutenu et financé par l'Iran, et comme une mainmise de Téhéran sur le Liban.

C'est Najib Mikati, qui a été chargé, le 26 janvier, par le Président Michel Sleimane de former le futur gouvernement du Liban. Considéré comme proche du Hezbollah, la nomination de Mikati, un milliardaire qui a fait fortune dans les télécoms, ne fait pas consensus.

Mikati a assuré qu'il chercherait le consensus sur la question du Tribunal Spécial de l'ONU (TSL) chargé de faire la lumière sur l'assassinat en février 2005 de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri.

(Source : Reuters)

PALESTINE

Président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine : Claude Nicolet, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

Mission de préparation des prochaines assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne

Une mission du RCDP dans les Territoires palestiniens occupés, a eu lieu **du 10 au 12 décembre 2010**, afin de préparer les prochaines Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne.



Les élus du conseil municipal de la ville de Battir



Rencontre du RCDP avec le maire du village Battir en coopération avec la ville de Saint Brieuc et de Lamballe en France : Husain Saify, maire de Battir, et Yaser Abed, chargé de mission du RCDP à Ramallah

Quelques éléments :

- **Le lieu** : les Assises se dérouleront dans la Région de Bethlehem, à Beit Saour et alentours, (peut être avec l'ouverture, en présence du Premier Ministre, à Ramallah, à confirmer).
- **Les organisateurs** : l'APLA nous a confirmé qu'ils seront partenaires et organisateurs avec nous de l'événement. Le ministère des collectivités locales palestinien sera invité à participer et à intervenir aux Assises ;
- **Le Comité de pilotage** : un comité de pilotage composé par l'APLA, le RCDP/ CUF et les collectivités locales françaises et palestiniennes intéressées, sera créé et travaillera à la logistique et au contenu des Assises. Le ministère des Affaires étrangères et européennes sera également notre partenaire (une réunion entre le président du RCDP et Antoine Joly a été fixée courant mois de janvier) ;
- **La date** : à priori fin novembre/début décembre 2011, mais tout dépendra de la date des futures élections municipales palestiniennes ;
- **Espace Europe** : un espace sur la coopération euro-palestinien sera prévu lors des Assises, avec la participation des collectivités locales européennes et du Réseau Européen pour la paix au Proche-Orient.

Le principe des visites de terrain lors de Assises a été acté.

Visionner la vidéo sur le site de Cités unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1167>



Barrage séparant le village Beit Amine, dans le nord de la Cisjordanie, des colonies israéliennes qui l'entourent

L'antenne du RCDP se renforce

Depuis le 1^{er} janvier 2011, le chargé de mission du RCDP à Ramallah est assisté par Safa Abuaisa. Les collectivités locales françaises adhérentes du Réseau peuvent désormais la contacter, en cas de besoin, à cette adresse : rcdppalestine@gmail.com.

ACTUALITÉS PALESTINE

27 anciens dirigeants européens s'adressent sans concession au Conseil européen

Une lettre signée par 27 anciens dirigeants européens ou ayant eu des responsabilités éminentes dans leurs pays respectifs s'adresse au président du Conseil européen, ainsi qu'à la Haute représentante pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité de l'Union européenne. Elle pointe du doigt avec beaucoup de lucidité, la réalité des difficultés qui empêchent de parvenir à une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens.

Téléchargez le document sur le site de Cités unies France :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1174>

ISRAËL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

Mission du groupe-pays pour la préparation des Assises de la coopération décentralisée franco-israéliennes

La mission du président du groupe-pays Israël de Cités Unies France en Israël a eu lieu du 7 au 10 décembre 2010. L'objectif principal de cette mission était l'organisation des Assises de la coopération décentralisée franco-israéliennes. Ces rencontres auront lieu en octobre 2011, à Haïfa en Israël.



Rencontre du président du groupe-pays Israël avec le comité de R.I. d'ULAI : Moshe Siani, président du comité de R. I. d'ULAI et maire de Rosh Ha'ayin, Yaakov Bazak, conseiller pour la coopération décentralisée France-Israël ULAI, avec Charles Assouline



Rencontre du président du groupe-pays Israël avec la mairie de Haïfa : Aviva Spiegelstein, député et secrétaire générale ville de Haïfa, avec Charles Assouline

Lors de cette visite, plusieurs réunions avec les partenaires locaux ont été organisées et notamment avec :

- **la mairie de Haïfa** qui accueillera les Assises : Yaakov Bazak, conseiller pour la coopération décentralisée France-Israël, Bracha Sela, directrice des Relations Internationales de la ville de Haïfa, et Aviva Spiegelstein, député et secrétaire général ;
- les représentants de l'Association des collectivités locales israéliennes (ULAI) : Moshe Siani, président du comité de relations Internationales d'ULAI et maire de Rosh Ha'ayin ;
- l'Ambassade de France à Tel-Aviv : Ambassadeur de France en Israël, consul général de France à Haïfa, responsable du centre culturel français à Tel-Aviv.

Lors de ces différents rendez-vous les thématiques des tables rondes ont été arrêtées :

- **Table ronde n°1** : 9h30 - 10h30 : Développement économique des territoires (sous thématique tourisme) : Cités Unies France propose d'intégrer la question du tourisme solidaire. Les échanges économiques.
- **Table ronde n°2** : 11h30 - 12h30 : Table ronde autour de la jeunesse. Objectif : sortir avec des propositions concrètes de travaux entre collectivités locales française et israéliennes, pour marque rune avancée par rapport à la table ronde tenue lors des dernières assises.
- **Table ronde n°3** : 17h30 - 19h : La paix, le dialogue (coopération triangulaire à l'intérieur d'Israël, coopération régionale, politique d'intégration de la ville, exemples d'intégration et de dialogue par le sport...). Objectif : sortir avec des propositions concrètes de travaux entre collectivités locales française et israéliennes, pour marque rune avancée par rapport à la table ronde tenue lors des dernières assises.
- **Table ronde n°4** : 9h30 - 10h30 : Service urbain à la population et sécurité civile. Les nouvelles technologies au service du citoyen : e-administration...
- **Table ronde n°5** : 11h30 - 12h30 : Développement durable : eau, énergie.

La thématique de la jeunesse a été retenue comme étant centrale.

Réseau des Collectivités Européennes pour la Paix au Proche-Orient (COEPPPO)

Audition de Claude Nicolet, président du RCDP, au Parlement espagnol, le 14 décembre 2010, à Madrid

Une rencontre a été organisée à la Chambre des députés espagnole avec le groupe interparlementaire pour la Palestine, présidé par Jordi Pedret. Cette réunion a été suivie par un échange avec la presse et une réunion avec Juan Gonzales Barba, directeur général des affaires étrangères et de la Méditerranée, du Moyen-Orient et du Maghreb, du Ministère des Affaires



Intervention de Claude Nicolet à la Chambre des députés avec le groupe interparlementaire pour la Palestine, présidé par Jordi Pedret

étrangères espagnol.

Lors des ses entretiens, les participants ont sollicité une prise de position du Parlement espagnol concernant la « diplomatie des villes » et les perspectives de travail avec d'autres réseaux de collectivités.

Visionnez la vidéo sur le site Internet de Cités unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1165>



Rencontre avec Juan Gonzales Barba, directeur général des affaires étrangères et de la Méditerranée, du Moyen-Orient et du Maghreb, du Ministère des Affaires étrangères espagnol

TURQUIE

Approbation par le bureau exécutif de Cités Unies France de la création d'un groupe-pays Turquie

Le bureau exécutif de Cités Unies France, sur proposition de Charles Josselin, a désigné Philippe Madrelle, président du conseil général de la Gironde et sénateur de Gironde, président du nouveau groupe-pays Turquie.

ACTUALITÉS TURQUIE

Istanbul figure en tête des métropoles

Le *think-tank* américain Brookings Institution a publié une recherche intitulée : « La route de la reprise économique », évaluant 150 métropoles à travers le monde sur la croissance des revenus et de l'emploi en 2009-2010. « Avec une croissance de 7,3% de l'emploi et 5,5% des revenus, Istanbul s'est placée au premier rang parmi les villes mondiales (...) tandis que dans la période de la crise économique mondiale elle se situait au 143^{ème} rang de la liste.

(Source : *Tüsiad, Lettre décembre 2010*)

Réduction des émissions de gaz à effet de serre : le prêt de Proparco à TEB

« Dans le cadre de la coopération bilatérale entre la France et la Turquie, la banque turque TEB a signé un accord de prêt de 50M avec PROPARCO, filiale de l'Agence Française de Développement (AFD), dédiée au secteur privé. Le prêt accordé par PROPARCO à TEB permettra de fournir aux PME et entreprises turques des financements à long terme,

assortis de conditions appropriées pour soutenir leurs investissements dédiés principalement au financement de l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable.

L'accord signé avec TEB fait partie d'un vaste programme mis en oeuvre par le Groupe AFD pour favoriser le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en Turquie : en 2009 et 2010, 300 millions d'euros ont été alloués par le Groupe AFD en Turquie pour lutter contre le changement climatique, axe stratégique pour le Groupe. Ce programme s'inscrit dans le cadre de l'accord signé en avril 2009 entre l'AFD et le ministère de l'Environnement et des Forêts de la République de Turquie, visant à soutenir les investissements qui contribuent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

(Source : AFD)

Semaine économique de la Méditerranée : 29 novembre - 4 décembre 2010

La Commission Méditerranée de CGLU a organisé la 4^{ème} édition de la Semaine économique de la Méditerranée qui avait pour thème principal le développement économique durable en Méditerranée. Cet événement a réuni de nombreux participants venus des deux rives de la Méditerranée, des élus, des entreprises et investisseurs, des réseaux et associations, des chercheurs, universitaires et des représentants d'organisations internationales.

Ce fut l'occasion, grâce aux nombreux témoignages notamment du Sud, de présenter le foisonnement d'initiatives et de projets dans l'espace euro-méditerranéen.

Vous retrouverez les comptes-rendus de chaque rencontre sur le site consacré à la semaine économique de la Méditerranée : <http://www.semaine-eco-med.com/fr/presse-de-l-economie-mediterranee-et-du-developpement-durable>.

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPPO)
Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Linda Naili, chargée de mission (Algérie, Maroc)
Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Virginie Rouquette, chargée de mission (Maroc, Liban, Tunisie)
Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Turquie)
Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

Journée de formation sur les projets « Jeunesse pour la démocratie » et « Coopération politique dans le domaine de la jeunesse » du Programme européen Jeunesse en action

L'Agence Française du Programme Européen Jeunesse en Action (AFPEJA), en collaboration avec la Direction régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale, organise une journée régionale de sensibilisation et de formation aux actions 1.3 et 5.1 du PEJA. Cette formation aura lieu le 30 mai 2011, à Paris, à la Maison des associations de solidarité du 13^{ème}.

Objectifs :

- susciter l'envie de déposer des projets,
- apporter une formation de base aux porteurs de projet potentiels,
- les former sur les critères de qualité particuliers à ces actions.

Contenu :

- présentation du programme « Jeunesse en Action » et plus particulièrement des actions « Jeunesse pour la démocratie » et « Séminaires de Jeunes »,
- témoignages de bénéficiaires,
- ateliers thématiques (éléments-clé d'un bon dossier pour les actions 1.3 et 5.1).

Renseignements pratiques :

- Horaires de la formation : 9h00-17h00
- Lieu de la formation : Maison des associations de solidarité du 13^{ème}
- Les frais du stage, le repas et le voyage sont pris en charge par l'Agence Française du Programme Européen « Jeunesse en Action »
- Inscription auprès de l'Agence nationale (formulaire en pièce jointe).

Cette journée sera suivie à l'automne d'un séminaire européen de contact et de formation entre la France, l'Espagne et la Belgique.

Pour toute information relative à cette formation ou au programme européen jeunesse en action, veuillez contacter l'AFPEJA : Anna Séguin, seguin@injep.fr ; tél. : 01 70 98 93 74.

Les 3^{èmes} Rencontres nationales de la Jeunesse à l'international, le jeudi 7 avril 2011, à Dijon

Portées depuis 2008 par le pôle Jeunesse de Cités-Unies-France, les Rencontres nationales de la Jeunesse à l'international ont pour objectif de favoriser un échange d'expériences entre collectivités territoriales françaises menant ou désireuses de mener une politique de forte implication des jeunes à l'international.

Après l'édition 2009 à Montreuil et 2008 en Bretagne, nous réitérons cette manifestation le 7 avril prochain, en collaboration avec le Conseil régional de Bourgogne.

L'année 2011 étant proclamée par le Parlement européen « Année européenne des activités de volontariat pour la promotion de la citoyenneté active », il semble intéressant d'axer nos échanges autour du volontariat à l'international en partageant les pratiques et en réfléchissant à la manière d'appréhender cet outil dans le cadre de l'action internationale ou de la politique jeunesse des collectivités territoriales.

Le programme de la manifestation ainsi que le courrier d'invitation sont en cours de finalisation et nous ne manquerons bien évidemment pas de vous les transmettre très prochainement.

Pour plus d'informations :

Linda Naili, chargée de mission (Jeunesse) - Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Président du groupe thématique : Jean-Claude Mairal, conseiller municipal de Creuzier le Vieux, conseiller communautaire à Vichy Val d'Allier et secrétaire du Pays Vichy Auvergne

2^{ème} réunion élargie de la Plate-forme Coopération et Tourisme, le 22 février 2011

Faisant suite à la première réunion organisée pour permettre la participation directe des collectivités dans la Plate-forme coopération et tourisme (PFCT), cette deuxième réunion a pour objectif de transformer l'essai en réunissant l'ensemble des membres fondateurs et associés pour proposer une véritable mise en synergie entre la coopération décentralisée et la coopération d'Etat dans le domaine du tourisme responsable.

La déclaration cosignée lie Cités Unies France, les ministères concernés par cette thématique, le Sénat, et l'Agence Française de Développement. A la suite de divers changements intervenus au sein des organismes membres et dans la continuité des travaux engagés dans le groupe thématique tourisme de Cités Unies France, nous avons l'honneur de vous inviter à cette réunion élargie le mardi 22 février 2011 après midi, à Paris.
Une information détaillée sera adressée aux collectivités du groupe.

Première Assemblée générale du Partenariat mondial pour le Tourisme durable

Piloté par le PNUE, le secrétariat du Partenariat mondial pour le Tourisme durable s'est réuni pour la première Assemblée générale annuelle du 17 au 20 janvier 2011, au Costa Rica.
Preuve de l'avancée concernant la transformation en partenariat des Nations Unies, un sondage pour le changement de nom de la structure est en cours et le compte rendu de l'AG sera bientôt disponible.

Le tourisme responsable, une activité économique et sociale au service du développement durable

Engagée au Chili depuis de nombreuses années, le conseil général du Finistère travaille avec Chiloe sur le volet du tourisme rural. Cette thématique a été identifiée comme un point d'entrée pour associer l'expertise française à la demande de valorisation des territoires à Chiloe.

Partageant les problématiques communes d'une activité ayant laissée une empreinte tant environnementale que sociétale, les deux collectivités se sont engagées sur les solutions alternatives pour améliorer les conditions de vie des habitants et redynamiser l'activité locale.
La mise en œuvre de cette coopération poursuit deux objectifs majeurs :

- développer une activité touristique responsable, comme alternative pour garantir le développement durable du territoire,
- favoriser la sensibilisation de part et d'autres - visiteurs et accueillants - au développement durable.

Cette démarche a débouché sur l'identification de l'opérateur touristique responsable du territoire breton, TransHumans-voyageurs responsables, pour proposer des circuits et diffuser cette offre touristique solidaire.

Sur les sept circuits co-construits, tous proposent un pourcentage entre 3 et 5% du prix du voyage à reverser à un fonds de développement pour le financement de projet pédagogique d'éducation à l'environnement et aux cultures en Amérique du Sud.

Pour plus d'informations :

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Tourisme responsable)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Eau et assainissement : réparation du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau à Marseille en mars 2012

Les 17 et 18 janvier 2011 s'est tenue, au CNIT à Paris, la 2^{ème} réunion de consultation des parties prenantes au 6^{ème} Forum, qui a accueilli près de 400 participants.

Les activités et objectifs de la Commission Autorités locales du Comité national Français pour le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau ont été présentées par son président, Serge Lepeltier.

Parmi les objectifs de cette Commission, figure la promotion du Pacte d'Istanbul sur l'Eau pour les autorités locales et régionales, afin que ce dernier soit adopté par un maximum de collectivités d'ici le Forum.

Le Pacte peut être téléchargé sur le site de Cités Unies France.

Le dialogue structuré : vers de nouveaux mécanismes de financement pour la coopération décentralisée

Le dialogue entre la Commission, les Etats membres, le Parlement et les plateformes d'autorités locales et d'acteurs non-étatiques sur la future programmation européenne du développement entre dans sa dernière ligne droite. De nouvelles modalités de financements pour les actions des collectivités ont été discutées à Bruxelles, les 26 et 27 janvier dernier. Ces échanges donneront lieu à un document de synthèse en mai 2011 qui, s'il ne sera pas liant, aura néanmoins un vrai poids politique. Les synthèses préliminaires du dialogue structuré consacrent le rôle des autorités en les définissant comme pouvant être des catalyseurs de la gouvernance locale et du développement local parce qu'elles ont une légitimité démocratique, qu'elles sont proches du citoyen, qu'elles sont mandatées pour garantir les services essentiels et qu'elles sont en mesure de répliquer les succès au profit de l'ensemble de la communauté.

Consultations publiques de l'UE sur les instruments financiers après 2013

En parallèle du dialogue structuré, l'UE lance une consultation publique plus large sous forme d'un questionnaire qui doit être rempli en ligne sur le site de DEVCO (ancien site d'EuropeAid). Les contributions à ce questionnaire seront un outil supplémentaire aux mains de l'UE pour adapter ses mécanismes de financements aux acteurs du développement.

La création de DEVCO : Développement et Coopération EuropeAid

La direction générale d'EuropeAid (responsable de la mise en œuvre de la politique de développement de l'UE) et la direction générale Développement (responsable de la politique de développement) ont fusionné, le 1er janvier dernier, pour créer DEVCO. Les informations habituelles des deux anciennes directions générales se retrouvent sur un seul site Internet à l'ancienne adresse d'EuropeAid : <http://ec.europa.eu/europeaid/>.

Livre vert sur la politique de développement de l'UE en faveur de la croissance inclusive et du développement durable

Cités Unies France a participé, à travers Platforma, à cette consultation. Cette contribution est téléchargeable sur le site Internet de Cités Unies France et de Platforma. La reconnaissance des collectivités territoriales dans la politique de développement de l'UE étant plutôt faible dans ce document, nous espérons que notre contribution et le rappel de la place des autorités locales dans le développement seront pris en compte par l'Union dans cette consultation.

Prochain appel à propositions multi-pays pour les autorités locales

Le prochain appel centralisé multi-pays, lancé sur le programme ANE-AL, sera publié avant l'été 2011. Son format (exclusivement autorités locales ou ouvert également aux acteurs non

étatiques, montant...) sera précisé très prochainement par la Commission qui va présenter le programme annuel d'action 2011 du programme ANE-AL.

Pôle d'expertise européenne - formation : « Comment répondre aux appels à propositions européens ? », les 13, 14 et 15 avril 2011

Cités Unies France et l'Agence Française du Développement (AFD) organisent une troisième session de formation à destination des collectivités territoriales sur les financements européens. En présence d'experts, de la Commission européenne, de l'AFD et de Cités Unies France, les stagiaires recevront une formation leur donnant les clés pour trouver les financements susceptibles de financer leur projet. Ils acquerront les éléments nécessaires pour monter un cadre logique et ainsi remplir une demande de subvention européenne. La pédagogie interactive de la formation permettra à chacun de s'approprier l'approche projet par objectif préconisée par l'Union et par l'ensemble des bailleurs internationaux.

Le bulletin d'inscription est téléchargeable sur le site Internet de Cités Unies France.

Etude sur la coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne

La version anglaise de l'étude sera disponible en mars 2011.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU)



Charles Josselin rencontre Clarence Anthony, manager par intérim de Cités et Gouvernements Locaux Unis

Mardi 1^{er} février 2011, à Paris, le président de Cités Unies France, a rencontré Clarence Anthony, Manager par intérim de CGLU, suite à la fin du mandat d'Elisabeth Gateau, en décembre 2010.

Ancien Auditeur honoraire et trésorier de CGLU, Clarence Anthony s'était également investi dans la création de CGLU, issue d'une fusion entre FMCU et IULA. En tant que maire d'une ville de Florida, il a présidé la National League of Cities, la ligue des villes américaines.

Le Manager par intérim a souhaité informer le président de Cités Unies France de la procédure de recrutement d'un(e) nouveau(elle) Secrétaire général(e).

Le président de CUF, en tant que membre du comité des affaires statutaires de CGLU, réunissant le président, les co-présidents, le trésorier, et les trois principaux contributeurs de CGLU, participera en mai aux auditions des candidats retenus après une première sélection. Le président de CUF a insisté sur la condition que le/la nouveau(elle) Secrétaire Général(e) maîtrise, aussi, la langue française. Le/la nouveau(elle) Secrétaire général(e) sera présenté(e) au Bureau exécutif, qui se réunira les 22 et 23 juin, à Rabat.

Le président de CUF a tenu à rappeler l'importance que CUF et ses adhérents accordent aux commissions et groupes de travail de l'organisation mondiale. Il salue la confiance exprimée par le président Topbas, à Mexico, dans le rôle indispensable que jouent et devront jouer les commissions et groupes de travail au sein de CGLU. Par ailleurs, CUF participera à la réunion des secrétaires techniques des commissions et groupes de travail, les 22 et 23 février 2011, à Barcelone.

Charles Josselin a tenu évoquer la place des régions dans l'organisation mondiale. Il a rappelé le combat mené par CUF, ces dernières années, en lien étroit avec l'AFCCRE et avec Bernard Soulage, mandaté par le président de CGLU, pour une pleine intégration du fait régional dans CGLU. Le nouveau président de CGLU s'est engagé à intégrer cette question dans les priorités de son mandat.

Clarence Anthony a informé le président de CUF du déplacement du président Topbas à New York, en février, pendant lequel il rencontrera le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-moon, pour lui présenter les résultats du Sommet de Mexico et le programme de travail de sa présidence. Cette rencontre s'inscrira dans l'engagement du nouveau président de s'investir dans la procédure d'accréditation de CGLU auprès des Nations Unies, en tant qu'organisation intergouvernementale, et, en parallèle, d'explorer les voies pour ouvrir des bureaux à New York et Genève.

Charles Josselin remercie Clarence Anthony de son initiative et lui transmet le soutien du bureau exécutif de CUF devant la mission qu'il assumera jusqu'à fin juin.

CAHIERS DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

L'appel à contributions pour le n° 3 des Cahiers reste ouvert !

Publié par Cités Unies France, les Cahiers de la coopération décentralisée constituent une revue scientifique consacrée à l'étude de l'action internationale des collectivités locales.

Les n° 1 et 2 sont sortis les années précédentes, le n° 1 est téléchargeable sur le site de Cités Unies France.

L'appel à contributions pour le n°3 est ouvert : élus, collectivités, chercheurs, étudiants... sont invités à retourner à Cités Unies France avant la fin du mois d'avril leur contribution pour une parution dans le n° 3.

L'appel à contributions est téléchargeable à l'adresse suivante :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article557>

Pour plus d'informations :

Virginie Rouquette, chargée de mission

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

SEMAINE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Bilan de la 13^{ème} édition, du 13 au 21 novembre 2010

Comme chaque année, les collectivités françaises se sont mobilisées à l'occasion de la Semaine de la Solidarité Internationale (SSI). L'absence de thème imposé donne à la SSI toute sa force : chaque acteur peut ainsi se saisir d'un ou de plusieurs thèmes de solidarité internationale de son choix pour faire passer au grand public des messages forts.

Cette année, l'actualité a donné matière pour sensibiliser le plus grand nombre aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). C'est le thème qu'a choisi **Aubervilliers** pour l'animation d'une soirée débat, jeudi 18 novembre, en collaboration avec l'Office Municipal de la Jeunesse à Aubervilliers (OMJA). CUF, CCFD Terre Solidaire et l'association Equilibre et population étaient les trois structures qui répondaient au public. **L'agglomération de Cergy-Pontoise**, dont le programme de la semaine a été particulièrement riche en événements, a également dédié une soirée au rôle des femmes dans la réalisation des OMD. La ville de Brest, dans la continuité de ses activités annuelles de sensibilisation de sa population aux OMD, a diffusé le film 8 à l'occasion de la semaine. **Lille** s'est focalisé sur la sensibilisation du public adolescent en accueillant l'exposition « 8 fois oui » et en créant une animation interactive sur les OMD.

L'anniversaire du cinquantenaire des indépendances africaines a également beaucoup interpellé les collectivités françaises qui ont saisi ce thème d'actualité pour s'interroger sur leurs relations avec ce continent, à l'image du programme proposé par de la **région Aquitaine**. Des soirées débats et des cérémonies en l'honneur de cette date anniversaire ont été organisées par le **conseil général d'Ille-et-Vilaine**, les villes de **Dreux**, **La Rochelle**, **Lille**, le **Kremlin-Bicêtre**, **Montpellier** et **Quetigny**. Cette actualité a également permis à certaines collectivités de mettre l'Afrique à l'honneur en mettant en relief les dynamiques socio-économiques positives qui traversent le continent : **l'agglomération Seine Eure** a ainsi décidé de nommer sa soirée de clôture de la SSI « L'Afrique en mouvement », événement particulièrement réussi.

Cette semaine est aussi l'occasion pour les collectivités françaises de sensibiliser leur population à l'action internationale et aux coopérations décentralisées qu'elles mènent avec des autorités locales étrangères partenaires. **La communauté d'agglomération d'Evry** a accueilli ce mois de novembre une délégation de la mairie de Kayes pour fêter leur 20^{ème} année de coopération, tandis que la ville de **Commercy** célébrait également les 20 ans de coopération avec son partenaire sénégalais, la communauté rurale de Rhonk.

Enfin, la SSI c'est avant tout un moment unique dans l'année où les pouvoirs publics peuvent faire de l'éducation au développement et questionner la solidarité internationale de façon globale. Joseph Trehel, ancien conseiller régional d'Ile-de-France, a représenté CUF le 19 novembre, à la table ronde intitulée « *Solidarité internationale et développement local : quel rôle pour les collectivités territoriales ?* », organisée par la ville de **Clichy**. A ses côtés étaient présents le Maire de Clichy, un représentant de la caisse des dépôts, le vice-président de la région Ile-de-France et des représentants d'associations. **Fontenay-sous-Bois** a préféré la forme d'un café-débat pour réfléchir à la thématique de la solidarité internationale auquel était présent Michel Roux, président du F3E, délégué à la ville de Chambéry et ancien président du groupe-pays Burkina Faso à CUF. Limoges a confronté les visions de tous les types de public à l'occasion de l'installation d'un grand chapiteau « Osons la solidarité internationale » en centre ville.

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Session plénière du Réseau des Villes Euromed	Fès	3 - 4 février	Réseau des Villes Euromed
Rencontre du Forum d'Autorités Locales de Périphérie	Pikine (métropole de Dakar)	7 février	FALP
Forum des autorités Locales pour l'Inclusion sociale	Dakar	8 février	FAL
Réunion du groupe-pays Inde	Paris	16 février (après-midi)	CUF
Assemblée générale des collectivités françaises des Troisièmes Rencontres franco-japonaises à Chartres, 2012	Paris	17 février (après-midi)	Comité de pilotage
Assises de la coopération de l'Oriental	Oujda	17 - 18 février	Région de l'Oriental
2 ^{ème} réunion élargie de la Plateforme Coopération et Tourisme	Paris	22 février (après-midi)	Plateforme coopération et tourisme
Mission d'une délégation libanaise dans le cadre du programme concerté Liban	Paris	22 - 23 février	CUF
Réunion du groupe-pays Brésil	CUF	24 février (après-midi)	CUF
Réunion du groupe-pays Tunisie	CUF	1 ^{er} mars	CUF
Conférence sur les stratégies de développement urbain en Méditerranée	Barcelone	14 - 15 mars	Ville de Barcelone/ Aire Métropolitaine de Barcelone/ Centre de Marseille pour l'Intégration en Méditerranée/ Medcités

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
XX ^{èmes} rencontres des autorités locales ibéro américaines sur le développement local	Andalucia (Espagne)	18 - 26 mars	Union Ibéro américaine des Municipalités (UIM)
Assises nationales de la jeunesse à l'international	Dijon	7 avril	CUF/Conseil régional de Bourgogne
Réunion du bureau exécutif de Cités Unies France	CUF	13 avril	CUF
Formation « Comment répondre aux appels à propositions européens ? »	CUF	13 - 15 avril	CUF
IV ^{ème} Rencontre de la coopération décentralisée	Medellin (Colombie)	13 - 15 avril	ACI/ Programme ART du PNUD
Réunion du Bureau exécutif de CGLU	Rabat	22 - 23 juin	CGLU
Forum pour la coopération internationale des collectivités	Palais des Congrès	7 - 8 juillet	CUF
Assises de la coopération décentralisée franco-libanaise	Beyrouth	11 - 12 juillet	Comités de pilotage

COLLECTION «GROUPE - PAYS» : 25,00 euros

- Dossier pays POLOGNE (2008)
- Dossier pays ROUMANIE (2008)
- Dossier pays HONGRIE (2005)
- Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (2005)
- Dossier pays CROATIE (2006)
- Dossier pays RUSSIE (à paraître 2011)
- **NOUVEAU !** Dossier pays INDE (première édition - février 2011)
- Dossier pays JAPON (deuxième édition - avril 2010)
- Dossier pays CHINE (à paraître 2011)
- Dossier pays TURQUIE (2008)
- Dossier pays MAROC (2007)
- Dossier pays TUNISIE (2005)
- Dossier pays LIBAN (2007)
- Dossier pays ISRAËL (2007)
- Dossier pays PALESTINE (2008)
- Dossier pays BRÉSIL (2006) (épuisé - nouvelle édition à paraître en 2011)
- Dossier pays NICARAGUA (2006)
- Dossier pays HAÏTI (à paraître en 2011)
- **NOUVEAU !** Dossier pays BÉNIN (édition - octobre 2010)
- Dossier pays BURKINA FASO (édition - juin 2010)
- Dossier pays MALI (2009)
- Dossier pays TOGO (2009)
- Dossier pays MAURITANIE (2008)
- Dossier pays SÉNÉGAL (2007)
- Dossier pays NIGER (à paraître en 2010)

RÉPERTOIRES DES PARTENARIATS DE LA COOPERATION DÉCENTRALISÉE : 15,00 euros

- franco-russes
- franco-polonais
- franco-roumains
- franco-tchèques
- franco-hongrois
- franco-chinois
- franco-japonais
- franco-algériens
- franco-marocains
- franco-tunisiens
- franco-libanais
- franco-israéliens
- franco-palestiniens
- franco-américains (France - Etats-Unis)
- France-Amérique latine et Caraïbes
- franco-sénégalais
- franco-togolais
- franco-burkinabé
- franco-maliens
- franco-malgaches
- franco-béninois
- franco-mauritaniens
- franco-camerounais

COLLECTION « RÉFLEXIONS » : 15,00 euros

- **L'éducation au développement et à la solidarité internationale** (CUF-Educasol - mars 2010)
- Migrants et collectivités territoriales (2008)
- L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)

COLLECTION « RÉFÉRENCE » : 25,00 euros

NOUVEAU !

- **La coopération internationale des collectivités territoriales et l'UE : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne** (CUF-AFD, mai 2010)
- Coopération décentralisée et alimentation en Afrique (CUF-CFSI - mars 2010)
- Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international (novembre 2009)
- Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (deuxième édition - décembre 2008)

COLLECTION « GROUPE-PAYS » : 40,00 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

- **NOUVEAU!** Dossier pays AFRIQUE CENTRALE (octobre 2010)
- Dossier pays VIETNAM (2005)

OUVRAGES HORS COLLECTION

- Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D (2005)
15 euros

- L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée
10 euros

- Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique - 2 volumes (2000)
10 euros

- Accompagner les collectivités territoriales du Sud dans la gouvernance de leur territoire: Comment la coopération décentralisée peut-elle renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités partenaires ? *Rapport complet* en partenariat avec F3E et PAD Maroc (2009)
10 euros

- Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan - 2009)
22 euros

NOUVEAU !

- **Cahiers de la coopération décentralisée**
L'action internationale des collectivités locales - n° 2 - août 2010
30 euros (15 euros pour les adhérents de CUF)

BON DE COMMANDE

à retourner à Cités Unies France

Fax : 01 53 41 81 41

Nom :

Prénom :

Fonction :

Collectivité :

Adresse :

CP : Ville :

Tél. : Fax :

Courriel :

Je joins un chèque deeuros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi - 5 euros pour l'étranger

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Katarina FOTIC, responsable des publications
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site Internet de Cités Unies France :
www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org

Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la Lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org